



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 17 avril 2026
prescrivant des investigations et des mesures de remédiation
à la société SCHROLL pour l'exploitation de ses installations à Pfastatt**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment, l'article L. 512-20,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),

VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 portant autorisation à la société SCHROLL Sas à Pfastatt d'étendre son centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets,

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025 prescrivant des investigations et des mesures de remédiation à la société SCHROLL pour l'exploitation de ses installations à Pfastatt,

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées, en lien avec l'inspection du 17 mars 2026,

VU la déclaration d'incident ou d'accident dans une ICPE (DIAIC) déposée en ligne le 26 mars 2026 par l'exploitant s'agissant d'un rejet de matières dangereuses ou polluantes survenu le 17 mars 2026,

VU le projet d'arrêté transmis à la société SCHROLL le 14 mars 2026,

VU l'absence d'observations émises par la société SCHROLL sur le projet d'arrêté susvisé,

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 17 mars 2026 sur le site de la société SCHROLL à Pfastatt le dépôt d'une matière organique au niveau de l'exutoire du réseau d'eaux pluviales ouest de l'installation (identifié SH1),

Considérant que la nature des substances rejetées à l'origine de cet événement n'a pas été identifiée précisément à ce stade,

Considérant que l'article L. 512-20 du Code de l'environnement dispose que « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente* »,

Considérant qu'il est nécessaire d'établir dans le cadre précité, les prescriptions de nature à caractériser les nuisances, les risques ou tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et à y remédier,

Considérant que la situation impose que ces mesures soient prescrites et réalisées à une échéance rapprochée et qu'en conséquence, il n'est pas possible de recueillir préalablement l'avis de la Commission départementale compétente,

Considérant que par arrêté du 20 novembre 2025, une étude d'interprétation de l'état des milieux a été prescrite à la société SCHROLL et que le cas échéant, elle devra être complétée au regard des éléments associés à l'évènement observé le 17 mars 2026,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : champ d'application.

La société SCHROLL, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises 2a, rue de l'imprimé à Pfastatt (68120).

Article 2 : caractérisation de la pollution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait caractériser les dépôts présents sur la berge au niveau de l'émissaire de rejet du réseau d'eaux pluviales ouest (identifié SH1). Les résultats des analyses sont communiqués à l'inspection dès réception.

Dans ce cadre, l'exploitant identifie et justifie les substances susceptibles d'avoir été rejetées dans le milieu naturel et détermine les paramètres à analyser en conséquence. Ces éléments sont motivés et communiqués à l'inspection.

Article 3 : nettoyage.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser le traitement des souillures présentes au niveau de la berge de la Doller, en aval de l'émissaire de rejet ouest du réseau d'eaux pluviales ouest (identifié SH1).

Dans ce cadre, l'exploitant procède à une délimitation des teneurs résiduelles en polluants en phase travaux au droit des bords et fonds de fouille.

Les travaux sont suivis par un organisme compétent dans le domaine des sites et sols pollués.

L'exploitant assure la remise en état de la berge à l'issue des travaux.

Un rapport de fin de travaux est remis à l'inspection dans le même délai après réalisation des interventions nécessaires. Il comporte :

- un état du fond de fouille documenté,
- une synthèse des données de surveillance,
- la description des travaux et des moyens mis en œuvre,
- un bilan des déchets produits et éliminés selon leur filière d'élimination,
- un bilan des quantités de matériaux excavés sur le site,
- le cas échéant, un bilan des quantités de matériaux de remblaiement amenés sur le site,
- une description de la remise en état du site.

L'exploitant met en œuvre, dans le cadre de ces travaux, toutes les dispositions nécessaires pour prévenir la dissémination ou le développement d'espèces exotiques envahissantes.

Article 4 : interprétation de l'état des milieux.

L'exploitant actualise et complète l'interprétation de l'état des milieux (IEM) prescrite par arrêté du 20 novembre 2025 susvisé avec l'ensemble des éléments associés à l'évènement déclaré le 26 mars 2026, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. A défaut, il justifie à l'inspection, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'absence d'incidence de cet évènement, notamment sur la base des résultats des analyses réalisées en application de l'article 2 du présent arrêté.

Le cas échéant, il fait réaliser l'ensemble des investigations complémentaires nécessaires dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : mesures de suivi et de précaution.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, dans la mise en œuvre et la surveillance des travaux identifiés dans le présent arrêté pour :

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour le voisinage, la santé, la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au préfet les accidents ou incidents survenus du fait des travaux de dépollution qui sont de nature à porter atteinte à la santé, la sécurité, la commodité du voisinage, la salubrité publique, la nature et l'environnement.

L'entreposage des terres provenant de l'excavation des zones susceptibles d'être polluées se fera sur une zone étanche et sous couverture.

Conformément à l'article R. 541-43-1 du Code de l'environnement concernant la traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments, l'exploitant tient un registre chronologique de la production, de l'expédition des déchets.

Les déchets dangereux produits dans le cadre des travaux nécessaires font l'objet de la traçabilité prévue à l'article R. 541-45 du code précité.

Les éventuels matériaux de remblaiement mis en œuvre respectent les critères de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Article 6 : les éventuels travaux rendus nécessaires en application du présent arrêté sont réalisés dans le respect des dispositions réglementaires applicables et des procédures prévues par la réglementation.

L'exploitant s'assure notamment de la réalisation des éventuelles procédures rendues nécessaires en application de la nomenclature définie à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement, en préalable à toute intervention dans le cours d'eau ou sur ses berges.

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : une copie du présent arrêté est transmise au maire de Pfaffstätt pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à

l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 9 : le secrétaire général de la préfecture, le maire de Pfastatt et le directeur de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée à la société SCHROLL.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet, secrétaire général suppléant

signé

Thomas DIMICHELE